

199 LOGEMENTS, COMMERCE & PARKING BAGNEUX_G2

MAITRE D'OUVRAGE :

LINKCITY
Direction Territoriale Grand Paris Seine Ouest & Vallée Sud Grand Paris
1 Avenue Eugène Freyssinet, 78280 Guyancourt
Tél : 01 30 60 48 59



NEXITY - SEERI
19 rue de Vienne - TSA 60030, 75801 PARIS CEDEX 8 - France
Tél : +33 (0)1 85 55 11 85



IMESTIA
10 rue James Watt - Bâtiment D - 93200 Saint-Denis
Tél : 01 53 56 67 67



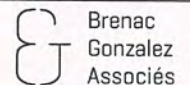
AMENAGEUR :

SADEV
31 rue Anatole France, 94306 Vincennes cedex
Tél : 01 43 98 42 08
Port : 07 87 08 86 19
Fax : 01 43 98 44 69



ARCHITECTE :

ATELIER D'ARCHITECTURE BRENAC ET GONZALEZ & Associés
36 rue des Jeuneurs 75002 PARIS
Tél : 01 43 55 85 85
Fax : 01 43 55 85 86



BUREAU D'ETUDE :

BET Structure / Thermique : **BOUYGUES BATIMENT ILE DE FRANCE / Habitat résidentiel**
Challenger - 1 avenue Eugène Freyssinet, 78061 Guyancourt - France
Tél : +33 6 63 02 56 04



BET Fluides : **ARTELIA**
Bât 265 - 45 Avenue Victor Hugo - Aubervilliers - 93 534 LA PLAINE ST DENIS Cedex - France
Tél : +33 (0)1 71 29 04 42



BUREAU DE CONTROLE :

BTP Consultants, représenté par Rony Chebib
Tél : 01 85 09 20 42



PC 39/40-3

NOTICE SÉCURITÉ

FAISABILITE	ESQUISSE	APS	APD	DT	PC	PCM	PD	PRO	MARCHE	DOE
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DATE : 21/11/2018	Ech :	N° DOSSIER:
--------------------------	-------	-------------

MODIFICATIONS

Indice modif.	Date modif.	N° plan modif.	Objet modif.

LINKCITY ILE-DE-FRANCE SAS

SAS au capital de 1 000 000 €
Challenger - 1 avenue Eugène Freyssinet
78280 GUYANCOURT
Tél : 01 30 60 48 59
343 183 331 RCS Versailles - I.E. FR 56 343 183 331

SEERI

SAS au capital de 39 958 €
RCS Nanterre 331 129 437
Siège social : 19 rue de Vienne - TSA 60030
75801 PARIS Cedex 08
Bureaux : 19 rue de Vienne - TSA 60030
75801 PARIS Cedex 08

ATELIER D'ARCHITECTURE BRENAC - GONZALEZ

& Associés - SAS d'architecture
36 rue des Jeuneurs - 75002 PARIS
Tél : 01 43 55 85 85
E-mail : contact@brenac-gonzalez.com
Capital 90 297,94 € - R.C.S Paris B 394 999 619
Ordre des architectes N° S02772

GROUPE IMESTIA

Siège Social : 10 rue James Watt - Bât D
93200 Saint-Denis
SA au capital de 250 800 euros
RCS Bobigny : 399 012 665 00044

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 19 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)

NOR : INTE1722723A

***Publics concernés :** exploitants et propriétaires de parcs de stationnement couverts, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, architectes, membres des commissions de sécurité, contrôleurs techniques.*

***Objet :** modification de certaines dispositions concernant les établissements de type PS du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).*

***Entrée en vigueur :** 1^{er} janvier 2018*

***Notice :** le présent arrêté vise à prendre en compte les difficultés croissantes liées à l'extinction des incendies des parcs de stationnements couverts en sécurisant davantage les opérations de secours en leur sein.*

Il vise également à simplifier et alléger certaines dispositions afin de permettre la diversification des activités au sein de ces parcs.

***Références :** le texte modifié par le présent arrêté peut être consulté dans la rédaction issue de cette modification sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur,

Vu la directive 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, notamment la notification n° 2017/442/F ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article R. 123-12 ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2006 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (parcs de stationnement couverts) ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 14 septembre 2017 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique en date du 25 septembre 2017,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le chapitre 6 du livre IV du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 susvisé, est modifié conformément aux articles 2 à 9.

Art. 2. – L'article PS 4 est ainsi modifié :

1° Le mot : « annexes » est inséré après le mot : « activités » dans l'intitulé ;

2° Au premier alinéa du § 1 les mots : « seules » et « liées à l'automobile » sont supprimés ;

3° Le troisième alinéa du § 1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« – aires de montage et de réparation de petits équipements et accessoires d'automobiles et de cycles (tels que autoradio, pare-brise, attelage, vidange, remplacement de pneus, etc.) dans la limite de 5 % de la surface de l'ouvrage sans dépasser 500 m² par activité ; » ;

4° Le sixième alinéa du § 1 est supprimé.

5° Après le huitième alinéa du § 1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« – elles sont aménagées au plus proche du niveau de référence, à l'exception de la location de véhicules et de la location et du stationnement de cycles ; » ;

6° Au dixième alinéa du § 1 les termes : « pour les liquides dont le point éclair est inférieur à 120°C et à 50 litres pour les liquides dont le point éclair est supérieur à 120°C, » sont insérés après les mots : « inférieur à 5 litres » ;

7° Le onzième alinéa du § 1 est complété par les termes : « du parc, empiéter sur la circulation des véhicules ou le cheminement d'évacuation des occupants ; » ;

8° Le terme : « § 2 » est inséré avant la phrase : « Les autres activités ne sont autorisées dans un parc de stationnement qu'après avis favorable de la commission de sécurité compétente. » ;

9° Le § 2 devient le § 3 ;

10° Le quatrième alinéa du nouveau § 3 est ainsi complété :

« , cette limite de surface peut être portée à 200 m² pour les aires de livraison équipées d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur. » ;

11° Au neuvième alinéa du nouveau § 3 les mots : « indépendant du parc » sont remplacés par les mots : « respectant les caractéristiques d'isolement de l'aire de livraison » ;

12° Le treizième alinéa du nouveau § 3 est ainsi complété :

« , ce débit d'extraction est porté proportionnellement à la surface de l'aire de livraison jusqu'à 2 m³ par seconde pour les aires de livraison de 200 m² équipées d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur. » ;

13° Un alinéa est inséré après le quatorzième alinéa du nouveau § 3. Il est ainsi rédigé :

« Elle est portée proportionnellement à la surface de l'aire de livraison jusqu'à 2 m² pour les aires de livraison de 200 m² équipées d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur. »

Art. 3. – L'article PS 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Structures

« §1 Les éléments porteurs d'un parc de stationnement couvert, surmonté ou non par un bâtiment, non équipé d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur, sont stables au feu de degré 2 heures ou R 120 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 2 heures ou REI 120.

« Les éléments porteurs d'un parc de stationnement couvert, surmonté ou non par un bâtiment, équipé d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur, sont stables au feu de degré 1 heure 30 ou R 90 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 heure 30 ou REI 90.

« Toutefois, les éléments porteurs d'un parc de stationnement couvert non surmonté par un bâtiment et équipé d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur sont stables au feu de degré 1 heure ou R 60 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 heure ou REI 60 dans les cas suivants :

« – parc de stationnement couvert en superstructure disposant de deux niveaux au plus au-dessus du « niveau de référence ;

« – parc de stationnement couvert en infrastructure disposant de deux niveaux au plus ;

« – parc de stationnement couvert mixte disposant de deux niveaux au plus.

« §2 Dans le cas où les dispositions de l'article PS 7 ne sont pas appliquées, les éléments porteurs des parcs de stationnement largement ventilés sont :

« – stables au feu de degré 1 heure ou R 60 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 heure ou REI 60 s'ils ne sont pas surmontés par un bâtiment et ne disposent pas de plus de deux niveaux au-dessus du niveau de référence ;

« – stables au feu de degré 1 heure 30 ou R 90 et les planchers intermédiaires coupe-feu de degré 1 heure 30 ou REI 90 dans les autres cas.

« Toutefois, en atténuation des paragraphes 1 et 2, les dispositions des articles CO 13, § 3 et CO 14 des dispositions générales du règlement relatives aux éléments principaux de structures de la toiture et aux bâtiments en rez-de-chaussée sont applicables. »

Art. 4. – Au deuxième alinéa du § 1 de l'article PS 9 les termes : « et à l'exploitation des activités annexes définies à l'article PS 4, » sont insérés après les termes : « Les bureaux nécessaires à l'exploitation du parc de stationnement ».

Art. 5. – L'article PS 16 est ainsi complété :

« En atténuation, les produits classés D-s3, d0 sont autorisés comme matériaux au sein des aires d'accueil du public ne dépassant pas 20 m² des parcs de stationnement équipés d'un système d'extinction automatique du type sprinkleur. »

Art. 6. – Le troisième alinéa du § 3 de l'article PS 18 est ainsi complété :

« Lorsque des surfaces sont occupées par des activités annexes différentes du remisage des véhicules, l'équivalence pour le calcul d'extraction est d'un véhicule pour 25 mètres carrés d'activités annexes autorisées. »

Art. 7. – L'article PS 24 est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du § 1 est supprimé ;

2° Le quatrième alinéa du § 2 est supprimé ;

3° Au nouveau quatrième alinéa du § 2 :

– les mots : « totale des aires » sont remplacés par les mots : « de l'aire » ;

- les mots : « d'un ascenseur ou d'une batterie d'ascenseurs » sont insérés après le mot : « d'attente » ;
- les mots : « de 1 m² par place avec un minimum de 2 m² » sont remplacés par les mots : « de 1 emplacement pour fauteuil roulant par place avec un minimum de 2 emplacements et un maximum de 5 » ;

4° Au § 3 les termes : « sont construits et installés conformément aux spécifications de la directive 95/16/CE. Ils » sont supprimés.

Art. 8. – L'article PS 29 est ainsi modifié :

1° Au *a* du § 1 les termes : « à chaque niveau, au droit de chaque issue ; » remplacent les termes : « l'exploitant pouvant opter pour l'une ou pour l'autre des formules suivantes : » ;

2° Les deuxième et troisième alinéas du *a* du § 1 sont supprimés ;

3° Le *b* du § 1 est remplacé par un nouveau *b* ainsi rédigé :

« 100 litres d'absorbant incombustible en libre accès au niveau du poste d'exploitation. »

4° Au § 2 les mots : « à tous les niveaux » sont insérés après les mots : « du type sprinkleur est installé », les mots : « disposant de plus de deux niveaux » remplacent les mots : « à partir du troisième niveau » et les termes : « parcs de stationnement largement ventilés. » remplacent les termes : « cas suivants : » ;

5° Les *a*, *b* et *c* du § 2 sont supprimés.

Art. 9. – Le dernier alinéa de l'article PS 35 est supprimé.

Art. 10. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 11. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 décembre 2017.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :
*L'adjointe au sous-directeur des services d'incendie
et des acteurs du secours,*
C. BACHELIER

NOTICE DE SECURITÉ

COMMERCE

BAGNEUX (92)
AVENUE HENRI BARBUSSE

Construction d'une coque destinée à
l'accueil ultérieur d'un commerce

I – PRESENTATION ET CLASSEMENT

Le projet porte sur la construction d'un ensemble immobilier à BAGNEUX (92), desservi par l'avenue Henri Barbusse, la rue de Verdun et la Voie Nouvelle reliant l'avenue et la rue précitées, comportant :

- Des bâtiments abritant des habitations collectives (desservies par 4 cages d'Escaliers) ;
- Un parc de stationnement accessible au public, établi sur 3 niveaux en sous-sol et accessible par rampe depuis la rue de Verdun ;
- Des commerces de pied d'immeubles occupant partiellement le rez-de-chaussée et le R+1 des bâtiments précités. Ces commerces seront livrés non aménagés et il appartiendra aux futurs preneurs de déposer auprès des autorités compétentes les dossiers des aménagements projetés (en application de l'article R.425-15 du Code de l'Urbanisme). Ils font l'objet de notices séparées.

La présente notice porte sur les seules habitations.

Les habitations des cages 2 et 3 (accessibles depuis l'avenue Henri Barbusse) - dont le plancher bas du dernier niveau habitable desservi par un ESC commun se trouve situé à plus de 28 m et à moins de 50 m de hauteur par rapport au niveau d'accès des engins de secours - seront classées en 4^{ème} famille.

Les débouchés au RDC des Escaliers desservant ces habitations se trouvent situés à moins de 50 m de la voie-engins desservant le hall concerné.

Il est précisé par ailleurs que le commerce (autre que le SIMPLY MARKET) de pied d'immeuble sera classé en 5^{ème} catégorie et que le plancher bas du dernier niveau accessible au public sera situé à moins de 8 m du niveau du sol extérieur.

Concernant le futur SIMPLY MARKET (classable en ERP de 1^{er} Groupe et dont une partie, au droit de la zone d'accueil, se trouve située sous les habitations de la 4^{ème} famille), il est proposé d'appliquer (par analogie avec les articles du chapitre II de la réglementation des IGH : articles GH 68, GH 69 et GH 70) les dispositions suivantes permettant de considérer que cet ERP situé en partie basse de l'immeuble en 4^{ème} famille répond aux conditions d'indépendance et aux mesures de sécurité et n'est pas à considérer de ce fait comme faisant partie de l'immeuble en 4^{ème} famille :

- Les parois et planchers séparant l'ERP de l'immeuble d'habitation seront coupe-feu de degré 3 h (ou REI 180). Les éléments porteurs de l'immeuble de la 4^{ème} famille traversant l'ERP seront stables au feu de degré 3 h au moins ;
- Aucune intercommunication ne sera réalisée entre l'ERP et l'immeuble d'habitation ;
- Afin d'éviter la propagation verticale du feu entre l'ERP et l'immeuble d'habitation, les mesures suivantes seront appliquées : lorsque le volume de l'ERP ne dépasse pas l'aplomb de la façade de l'immeuble d'habitation, le C+D entre l'ERP et l'immeuble d'habitation sera supérieur à 1m50 ; dans les autres cas, la toiture de l'ERP sera réalisée en éléments stables au feu et pare-flammes de degré 2 h au moins (ou RE 120) jusqu'à une distance de 8 m mesurée horizontalement à partir de la façade de l'immeuble d'habitation ;

- Les installations techniques et les moyens de secours de l'ERP seront totalement indépendants de ceux de l'immeuble d'habitation. L'ERP sera entièrement protégé par un système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur (ou une installation fixe d'extinction automatique appropriée aux risques).

Les habitations des autres cages (cages 1 et 4) présentent les particularités suivantes :

- Le plancher bas du dernier niveau habitable desservi par un ESC commun se trouve situé à moins de 28 m de hauteur par rapport au niveau d'accès des engins de secours ;
- Ces habitations ne répondent pas à toutes les conditions requises pour un classement en 3^{ème} A ;
- Les débouchés au RDC des ESC desservant les habitations se trouvent situés à moins de 50 m de la voie-engins desservant le hall concerné.

Les habitations de ces cages (1 et 4) se trouvent donc classées en 3^{ème} B au sens de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié.

Les voie-engins (voirie publique) respectent les dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié, notamment :

- Largeur : supérieure ou égale à 3 m, bandes réservées au stationnement exclues ;
- Force portante : calculée pour un véhicule de 160 KN avec un maximum de 90 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3m60 au minimum ;
- Rayon intérieur minimal R : 11 m ;
- Surlargeur « $S = 15 / R$ » dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R, Surlargeur et Rayon intérieur, étant exprimés en mètres) ;
- Pente inférieure à 15 % ;
- Etc.

II – STRUCTURES ET ENVELOPPE

Les éléments porteurs verticaux des habitations classées en 4^{ème} famille seront stables au feu de degré 1h30 au moins (exception faite des éléments traversant SIMPLY MARKET comme rappelé plus haut : SF 3 h).

Les planchers intermédiaires (hormis isolement particulier SIMPLY MARKET) seront coupe-feu de degré 1h30 au moins. Les parois verticales de l'enveloppe de chaque logement, à l'exclusion des façades, seront coupe-feu de degré 1 h au moins. Les blocs-portes palières des logements seront pare-flammes de degré ½ h au moins.

Les éléments porteurs verticaux des habitations classées en 3^{ème} B seront stables au feu de degré 1 h au moins. Les planchers intermédiaires seront coupe-feu de degré 1 h au moins. Les parois verticales de l'enveloppe de chaque logement, à l'exclusion des façades, seront coupe-feu de degré ½ h au moins. Les blocs-portes palières des logements seront pare-flammes de degré ¼ h au moins.

Les parements extérieurs des façades sont réalisés en maçonnerie traditionnel et autres matériaux (bardages) de catégorie M2 au moins du point de vue de leur réaction au feu.

La règle dite du « C+D » sera respectée au droit des façades des habitations classées en 3^{ème} B ou en 4^{ème} famille. Une valeur supérieure ou égale à 0m80 sera respectée (pour une Masse Combustible Mobilisable de la façade - menuiseries exclues - inférieure à 25 MJ/m²). Cette valeur sera portée à 1m30 si la Masse Combustible Mobilisable devait dépasser 80 MJ/m².

Le C+D entre SIMPLY MARKET et les habitations sera de 1m50 au moins comme indiqué plus haut.

Les matériaux d'isolation et leur mise en œuvre à l'intérieur des logements répondront aux dispositions du « Guide de l'isolation par l'intérieur des bâtiments d'habitation du point de vue des risques en cas d'incendie » édictées par les cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.).

Les locaux techniques et locaux communs situés au RDC ou en étage seront isolés des autres locaux et circulations au moyen de parois coupe-feu de degré 1 heure au moins et blocs-portes d'accès coupe-feu de degré ½ heure au moins et dotés de ferme-portes.

III – DEGAGEMENTS

Les dimensions des escaliers et de leurs accès permettront le transport - en position horizontale - depuis l'extérieur de chaque bâtiment jusqu'aux portes palières des logements du brancard normalisé tel que l'exige l'article R.111--5 du Code de la Construction et de l'Habitation (gabarit de référence horizontal de 1m97 x 0m57).

Les escaliers disposeront d'une largeur minimale de 1m20 et comporteront une main courante de chaque côté (largeur entre mains courantes supérieure ou égale à 1 m).

Les volées d'escaliers seront réalisées en matériaux incombustibles.

Les escaliers desservant les étages sont protégés par encloisonnement (parois coupe-feu de degré égal à la stabilité au feu des structures) et associés - à chaque étage - à des circulations horizontales protégées (par encloisonnement).

A chaque étage, les accès aux escaliers encloisonnés s'effectuent au travers de portes pare-flammes de degré ½ heure et dotées de ferme-portes.

Les ESC encloisonnés desservant les étages seront désenfumés en partie haute par exutoires de 1 m² de surface libre unitaire (en projection horizontale pour les cages en 3^{ème} B et 4^{ème} famille), avec commande d'ouverture placée au rez-de-chaussée à l'intérieur de la cage concernée.

La distance - mesurée au droit des circulations horizontales encloisonnées desservant les habitations classées en 3^{ème} B ou 4^{ème} famille à l'étage - entre la porte palière du logement le plus éloigné et l'accès à un ESC protégé reste inférieure à 15 m.

Les circulations horizontales palières encloisonnées desservant les habitations respecteront les dispositions suivantes pour ce qui concerne le comportement au feu des revêtements à mettre en œuvre :

- M1 au moins pour les plafonds et faux-plafonds ;
- M2 au moins, pour les revêtements muraux ;

- M3 au moins, pour les revêtements de sol.

Les dégagements desservant les logements classés en 4^{ème} famille respecteront en tout point les dispositions de la solution 3 (article 43) de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié (mise en suppression de l'ESC encoisonné + mise en suppression du sas + extraction mécanique dans la circulation horizontale).

Le désenfumage des circulations horizontales encoisonnées desservant les logements des cages classées en 3^{ème} B sera assuré d'une façon naturelle en respectant les dispositions suivantes :

- Mise en place de conduits collectifs dont les bouches, fermées en temps normal, seront dotées de volets coupe-feu de degré 1 heure pour les évacuations des fumées et pare-flammes de degré 1 heure pour les amenées d'air ;
- La section libre minimale de chaque conduit collectif et de chaque bouche sera supérieure ou égale à 20 dm² ;
- Les distances horizontales entre les bouches de nature différente seront inférieures ou égales à 10 mètres en parcours rectiligne (et inférieures ou égales à 7 mètres dans le cas contraire) ;
- Toute porte palière d'un logement - desservi par une circulation encoisonnée - non située entre une bouche d'amenée d'air et une bouche d'évacuation des fumées sera située à moins de 5 m d'une bouche ;
- La partie basse de la bouche d'évacuation sera située à plus de 1,80 mètre au-dessus du plancher de la circulation ;
- La partie haute de la bouche d'amenée d'air sera à moins de 1 mètre au-dessus du plancher de la circulation ;
- Le rapport des côtés des conduits et des bouches sera inférieur ou égal à 2 ;
- Les débouchés des amenées d'air seront implantées dans des zones non susceptibles d'être enfumées ;
- Les conduits d'évacuation des fumées déboucheront en toiture au-dessus de tout obstacle ou à une distance horizontale supérieure à la hauteur de cet obstacle avec un maximum de 8 mètres. Le conduit sera ouvert sur 3 côtés au moins ;
- Un système de détection automatique d'incendie sera installé, avec mise en place de détecteurs dans les circulations horizontales encoisonnées. Les détecteurs seront distants de moins de 10 mètres de toute porte palière de logement ;
- L'ouverture des volets de désenfumage à chaque niveau sera asservie à la sensibilisation d'au moins un des détecteurs du niveau concerné. Une commande manuelle, placée à chaque niveau dans l'escalier, assurera la même fonction ;
- Le principe de l'interverrouillage des volets entre niveaux sera respecté (annulation de l'automatisme dans les niveaux situés au-dessus du niveau sinistré, avec maintien de la possibilité d'ouverture depuis les commandes manuelles situées à chaque niveau).

Les cages d'escaliers desservant les habitations classées en 3^{ème} B ou 4^{ème} famille seront dotées chacune d'une colonne sèche dont le raccord d'alimentation sera ramené en façade et implanté à moins de 60 mètres d'un point d'eau (disposition à valider par les services de sécurité dans le cadre de l'instruction). Le raccord de la colonne sèche de la cage concernée sera disposé à moins de 3 m de part et d'autre de son accès situé en façade du rez-de-chaussée.

Les cages d'ESC protégés desservant les habitations classées en 3^{ème} B ou 4^{ème} famille ne comporteront que leurs propres installations. Elles seront dotées d'un éclairage de sécurité assuré par des Blocs Autonomes admis à la marque NF (BAEH disposant d'une autonomie 6 heures pour un flux lumineux de 10 lumens au moins).

Les débouchés au rez-de-chaussée des ESC desservant les étages respecteront les dispositions de l'article 29 de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié.

Les circulations horizontales encloisonnées desservant les logements classés en 3^{ème} B ou 4^{ème} famille seront dotées de détecteurs automatiques d'incendie (disposés de manière à avoir moins de 10 m entre une porte palière de logement et un détecteur). La sensibilisation d'un détecteur aura pour conséquence l'ouverture des volets et la mise en route du désenfumage de la circulation sinistrée (ainsi que le verrouillage des volets situés dans les autres niveaux, l'ouverture des volets d'un autre niveau restant possible depuis la commande manuelle de désenfumage de la circulation du niveau concerné placée dans l'ESC protégé à proximité de l'accès au niveau)

Les cages d'ascenseurs seront encloisonnées (parois CF de même degré que la stabilité au feu des structures). Les ascenseurs mis en œuvre seront conformes aux dispositions des normes les visant et de la norme NF EN 81-70 (accessibles aux handicapés, tout handicap).

En application des dispositions de l'article 97 de l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié :

Les ascenseurs desservant les habitations classées en 4^{ème} famille comporteront un dispositif d'appel et de commande prioritaire d'une cabine au moins par batterie, destiné à mettre ces appareils à la disposition des sapeurs-pompiers dès leur arrivée sur les lieux. Ce dispositif sera conforme à la norme en vigueur et asservi à la détection automatique d'incendie : la cabine ne pourra pas s'arrêter au niveau sinistré.

IV – CONDUITS ET GAINES

Les parois des gaines abritant des canalisations réalisées en matériaux autres que M1 du point de vue de leur réaction au feu seront coupe-feu de degré 1 heure au moins. Les trappes de visite aménagées dans ces gaines seront coupe-feu de degré ½ heure au moins.

Les conduits de ventilation seront réalisés en matériaux incombustibles et mis en œuvre dans des gaines dont les parois seront coupe-feu de degré 1 heure au moins.

Le fonctionnement des moteurs de ventilation sera réputé assuré en permanence (alimentation électrique ne traversant pas des locaux à risques d'incendie et protégée de façon à ne pas être affectée par un incident survenant sur les autres circuits ; moteurs de catégorie 4).

V – AUTRES

Les logements seront dotés de DAAF en application de l'arrêté du 5 février 2013.

La défense extérieure (implantation des bouches et/ou poteaux d'incendie) sera définie par les services de sécurité compétents. Elle respectera, au moins, les dispositions suivantes :

- Débit minimal : 120 m³/h ;
- Nombre d'hydrants : 2 de 100 mm chacun ;
- Distance maximale entre un hydrant et le raccord de la colonne sèche de chaque cage d'ESC disposé à +/- 3 m de part et d'autre de l'accès au hall concerné : 60 m ;
- Distance maximale entre hydrants : 200 m ;
- Durée minimale d'application des besoins en eau : 2 heures.

Il sera affiché dans les halls d'entrée :

- Les consignes à respecter en cas d'incendie ;
- Le plan du rez-de-chaussée et les plans des étages du bâtiment.

Des sous-stations seront réalisées dans le cadre des travaux. Elles seront réalisées en respectant les dispositions des textes suivants :

- Arrêté du 23 juin 1978 modifié (Titre II) ;
- DTU applicables.

PARC DE STATIONNEMENT accessible au public

Texte de référence : arrêté du 9 mai 2006 modifié (articles PS).

Le parc de stationnement ouvert au public sera accessible par rampe (entrée et sortie) depuis la voirie publique (rue de Verdun) formant voie-engins.

Conception et desserte :

Le parc de stationnement est établi sur 3 niveaux en sous-sol et se trouve desservi (accès à la rampe), au niveau de référence, par une voie-engins (voirie publique) respectant les dispositions minimales suivantes :

- Largeur, bandes réservées au stationnement exclues : 3 m ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes avec un maximum de 9 tonnes par essieu, ceux-ci étant distants de 3m60 au minimum ;
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm^2 sur une surface minimale de $0,20 \text{ m}^2$;
- Rayon intérieur minimal $R = 11 \text{ m}$;
- Surlargeur $S = 15 / R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m (S et R, surlargeur et rayon intérieur, étant exprimés en mètres) ;
- Hauteur libre = 3m50 ;
- Pente inférieure à 15 %.

Structure, isolement :

Les éléments porteurs du parc de stationnement seront stables au feu de degré 2 h au moins (R 120). Les planchers et parois verticales de séparation par rapport aux tiers seront coupe-feu de degré 2 h au moins (REI 120).

Locaux non accessibles au public :

Les locaux techniques nécessaires à l'exploitation du parc de stationnement seront isolés de ce dernier au moyen de parois coupe-feu de degré 1 heure au moins (EI 60) et des blocs-portes d'accès coupe-feu de degré 1 heure équipés de ferme-portes (E 60-C).

Les locaux techniques non liés à l'exploitation du parc de stationnement seront isolés de ce dernier dans les mêmes conditions que celles rappelées ci-dessus. Ces locaux ne seront pas ventilés sur le parc.

Compartimentage :

Le parking ne sera pas recoupé en compartiments à chaque niveau (compte-tenu de la surface par niveau et de la mise en place d'un sprinklage).

Dégagements :

La distance maximale (mesurée à chacun des niveaux dans l'axe des circulations des véhicules, depuis l'axe de la place la plus éloignée jusqu'à la porte de l'ESC ou celle du sas correspondant) à parcourir pour atteindre un ESC ou une sortie en dehors des zones de stationnement reste :

- Inférieure à 40 m lorsque le choix entre 2 ESC existe ;
- Inférieure à 25 m dans le cas contraire.

Les ESC seront protégés (les parois les séparant du reste du parking seront coupe-feu de degré 2 h au moins) et réalisés en matériaux incombustibles (A1). Les accès aux ESC s'effectueront : soit au travers d'une porte pare-flammes de degré ½ h avec ferme-porte lorsque l'ESC débouche directement à l'extérieur, soit - dans le cas contraire - au travers d'un sas doté de 2 portes pare-flammes de degré ½ heure avec ferme-portes et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Les ascenseurs et les monte-charges desservant le parking seront isolés du reste du parc dans les mêmes conditions que les escaliers.

Les ascenseurs accessibles aux personnes à mobilité réduite seront également être utilisables en cas d'incendie pour l'évacuation de ces personnes. Ils répondront aux dispositions suivantes :

- Ils donnent directement sur la voie publique, sur un hall ou une circulation menant sur l'extérieur ;
- Ils sont reliés à un escalier ou à une sortie sur l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire d'une circulation enclouée sans avoir à transiter par le volume du parc ;
- Les sas d'accès auront une surface unitaire minimale de 5 m² avec une largeur d'au moins 1m50, y compris les circulations menant à ces sas ;
- Une aire d'attente sera aménagée en face de ces ascenseurs. La surface totale des aires d'attente sera proportionnelle au nombre de places de stationnement prévues pour les personnes à mobilité réduite, à raison de 1 m² par place avec un minimum de 2 m² ;
- L'aire d'attente n'empiètera pas sur la circulation menant à un escalier ou à une sortie sur l'extérieur ;
- Ils disposeront d'un balisage de sécurité et d'une signalétique appropriée et conforme à la norme NF X 08-003 relative aux couleurs et signaux de sécurité facilement repérable à partir des emplacements de stationnement réservés pour les personnes à mobilité réduite.

La distance à parcourir par les personnes à mobilité réduite depuis leur emplacement de stationnement réservé à cet effet pour atteindre un ascenseur utilisable en cas d'incendie ou une sortie sur l'extérieur respecte les dispositions suivantes :

- Inférieure à 40 m lorsque le choix entre 2 ASC existe ;
- Inférieure à 25 m dans le cas contraire.

Désenfumage :

Le parc de stationnement sera ventilé mécaniquement sur la base d'un débit de renouvellement de plus de 600 m³/h par véhicule (parking sprinklé). Les ventilations basses seront dimensionnées pour une section de 6 dm² par véhicule au moins. Les gaines de ventilation seront indépendantes par niveau. Les moteurs d'extraction seront indépendants par niveau.

Les ventilateurs d'extraction assureront leur fonction pendant 2 h à 400 °C ou seront classés F400 120. Chaque ventilateur sera alimenté par un circuit qui lui sera propre au moyen de câbles CR1-C1 depuis le TGS du parc de stationnement et sera sélectivement protégé.

Pour éviter que les effets d'un sinistre n'affectent leur fonctionnement, les ventilateurs d'extraction, y compris leurs moteurs, seront éloignés de tout véhicule en stationnement par un espace vide minimal de 3 m. Lorsque cette distance ne pourra être directement respectée, la mise en place d'un élément constructif répondant aux dispositions ci-dessous sera considérée comme satisfaisante :

- Il est réalisé en matériaux incombustibles et pare-flammes de degré 1 heure, REI 60 en cas de fonction porteuse, ou EI 60 ;
- La distance de 3 m prévue ci-dessus sera vérifiée en le contournant, quel que soit le plan choisi.

Un dispositif de commandes manuelles regroupées, prioritaires et sélectives par niveau et par compartiment, suffisamment renseignées pour permettre l'arrêt et la remise en marche des ventilateurs, sera installé au niveau de référence, à proximité de chaque accès des véhicules. Le dispositif de commandes manuelles sera signalé de façon parfaitement repérable de jour comme de nuit.

Aménagements, sols :

Les parois et matériaux d'aménagement mis en œuvre au sein du parc de stationnement respecteront les dispositions minimales suivantes pour ce qui concerne leur réaction au feu :

- Parois du parc : matériaux de catégorie M0 ou A2-s2, d0 ;
- Revêtements intérieurs des murs, plafonds et faux-plafonds : matériaux de catégorie M1 ou B-s3, d0 ;

- Produits d'isolation thermique ou acoustique : matériaux classés A2-s2, d0 (parois verticales, plafond ou toiture) ou A2FL - s1 (planchers et sols) ou protégés par un écran thermique stable au feu de degré ½ heure au moins ;
- Les sols seront réalisés en matériaux de catégorie M0 ou A2FL-s2. Les revêtements des sols seront réalisés en matériaux de catégorie M3 ou CFL-s2.

Installations électriques :

Les installations électriques seront conformes aux dispositions du Code du Travail (Décret n° 2010-1017 du 30 août 2010) et de ses arrêtés d'application.

Les installations électriques des aires de stationnement seront réalisées dans les conditions requises par la norme NF C 15-100 pour ce qui concerne les locaux présentant des risques d'incendie (conditions d'influence externe BE 2). Celles qui sont implantées à moins de 1m50 du sol seront protégées mécaniquement (conditions d'influence externe AG 4 au sens de la norme NF C 15-100).

La capacité d'accueil du parc de stationnement étant inférieure à 500 places, la mise en œuvre d'une AES ou d'un Groupe Électrogène de Sécurité ne sera pas prévue.

Éclairage normal, éclairage de sécurité :

L'éclairage normal à mettre en œuvre au sein du parc de stationnement sera conforme aux dispositions de l'article EC 6 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié

Un éclairage de sécurité, limité à la fonction évacuation, sera mis en œuvre.

L'éclairage de sécurité comportera une nappe haute et une nappe basse (foyers lumineux permettant le repérage des cheminements menant vers les issues, répartis le long des allées de circulation des piétons). La nappe basse sera fixée au sol ou placée à moins de 0m50 du sol fini.

L'éclairage de sécurité à mettre en œuvre sera conforme aux dispositions des articles EC 7 à EC 15 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié (éclairage de sécurité par Blocs Autonomes admis à la marque NF-AEAS ou éclairage de sécurité alimenté par une source centrale).

Moyens de secours, alarme, alerte, consignes :

Le parc disposera d'un équipement d'alarme sonore et visuelle perceptible de tout point des niveaux et des circulations.

Un Équipement d'Alarme de type 3 sera mis en œuvre (parking sprinklé). Les Déclencheurs Manuels (DM) seront disposés dans les circulations à proximité immédiate de chaque escalier. Ils seront placés à une hauteur maximale de 1m30 au-dessus du niveau du sol et ne seront pas

dissimulés par le vantail d'une porte lorsque celui-ci est maintenu ouvert. De plus, ils ne présentent pas une saillie supérieure à 0m10.

Le déclenchement de l'alarme générale entraînera :

- La décondamnation des éventuelles issues verrouillées dans l'ensemble du parc ;
- L'affichage à l'entrée des véhicules de l'interdiction d'accès ;
- La diffusion éventuelle d'un message préenregistré si le parc dispose d'un équipement de sonorisation.

Une liaison téléphonique par téléphone urbain permettant d'alerter les services de secours sera installée dans le local d'exploitation du parc de stationnement.

Les moyens de lutte contre l'incendie suivants seront prévus :

- Une installation fixe d'extinction automatique à eau conforme à la norme NF EN 12845 couvrira l'ensemble du volume du parking et des locaux techniques ;
- Des extincteurs portatifs de 6 Kg ou 6 litres appropriés aux risques. Les appareils seront judicieusement répartis à raison d'un appareil pour 15 véhicules ;
- Une caisse de 100 litres de sable meuble, munie d'une pelle, placée à proximité de la rampe d'accès.

Des consignes sur support inaltérable seront affichées au sein du parc. Elles indiqueront :

- Près des issues et des accès aux ESC, les différentes interdictions générales et la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- Au droit de la rampe d'accès des véhicules, au droit des débouchés à l'air libre et près de l'issue la plus proche de la voie publique, les plans d'ensemble du parc (implantation, coupes, niveau, moyens de secours, etc.) ;
- A l'entrée du parc : les consignes générales sur la conduite à tenir en cas d'incendie, le plan d'ensemble, les modalités d'appel des services de secours et de lutte contre l'incendie.

En cas de mise en œuvre de prises de recharge pour véhicules électriques au sein du parc de stationnement, les dispositions du Guide du 1^{er} juin 2016 seront appliquées.

NOTICE DE SECURITE

COMMERCE ALIMENTAIRE

SIMPLY MARKET
RUE DE VERDUN, RUE NOUVELLE ET AVENUE HENRI
BARBUSSE A BAGNEUX (92)

Réalisation d'une coque destinée à
l'accueil ultérieur d'un commerce alimentaire

Établie le 9 janvier 2018

Présentation et classement :

Le projet porte sur la réalisation d'une coque destinée à l'accueil ultérieur d'un commerce alimentaire formant un établissement indépendant et occupant partiellement les niveaux R-1 (réserve), rez-de-chaussée, entresol et R+1 d'un ensemble immobilier.

La coque sera livrée non aménagée et il appartiendra au futur acquéreur (en application de l'article R425-15 du Code de l'Urbanisme reproduit ci-dessous) de déposer auprès des autorités compétentes le dossier des aménagements projetés.

Article R425-15

Lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente.

Le permis de construire indique, lorsque l'aménagement intérieur de l'établissement recevant du public ou d'une partie de celui-ci n'est pas connu lors du dépôt de la demande, qu'une autorisation complémentaire au seul titre de l'article L. 111-8 du code de la construction et de l'habitation devra être demandée et obtenue avant son ouverture au public en ce qui concerne l'aménagement intérieur du bâtiment ou de la partie de bâtiment concernée.

La présente notice vise à rappeler les principales dispositions à respecter dans le cadre de la réalisation de la coque.

L'effectif théorique du **public** susceptible d'être admis **au sein du commerce** est évalué comme suit :

- à raison de 1 personne par m² sur le tiers des surfaces accessibles au public situées au rez-de-chaussée ou au R+1 (les autres niveaux n'étant pas accessibles au public), soit : $(824 \times 1/3) + (1083 \times 1/3) = 275 + 361 = 636$ personnes ;

Effectif **public** = 636 personnes.

L'effectif du **personnel** est évalué selon la **déclaration du chef d'établissement**. Il est estimé à 30 personnes.

L'effectif total (public + personnel) étant supérieur à 300 personnes et inférieur à 700 personnes, l'établissement projeté sera classé en 3^{ème} catégorie de type M.

Les principaux textes de référence applicables seront les suivants :

- Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié (dispositions applicables aux ERP du 1^{er} Groupe) ;
- Arrêté du 22 décembre 1981 modifié (dispositions particulières applicables au type M).

Construction et dégagements :

L'établissement se trouve desservi par la voie publique formant voie-engins (plancher bas R+1 situé à moins de 8 m du niveau du sol extérieur). L'accès à l'établissement se trouve relié à la voie-engins assurant sa desserte par un cheminement de 1m80 de largeur au moins, sans marche ni pente de plus de 10 %.

La façade de l'établissement donnant sur la voie-engins est dotée en étage d'ouvrants permettant l'accès des secours extérieurs (dimensions de passage libre de plus de 0m90 x 1m30, l x h).

Concernant le futur SIMPLY MARKET (classable en ERP de 1^{er} Groupe et dont une partie, au droit de la zone d'accueil, se trouve située sous les habitations de la 4^{ème} famille), il est proposé d'appliquer (par analogie avec les articles du chapitre II de la réglementation des IGH : articles GH 68, GH 69 et GH 70) les dispositions suivantes permettant de considérer que cet ERP situé en partie basse de l'immeuble en 4^{ème} famille répond aux conditions d'indépendance et aux mesures de sécurité et n'est pas à considérer de ce fait comme faisant partie de l'immeuble en 4^{ème} famille :

- Les parois et planchers séparant l'ERP de l'immeuble d'habitation (y compris les cages classées en 3^{ème} B) et au commerce contigu classé en 5^{ème} catégorie seront coupe-feu de degré 3 h (ou REI 180). Les éléments porteurs de l'immeuble de la 4^{ème} famille traversant l'ERP seront stables au feu de degré 3 h au moins ;
- Aucune intercommunication ne sera réalisée entre l'ERP et l'immeuble d'habitation ;
- Afin d'éviter la propagation verticale du feu entre l'ERP et l'immeuble d'habitation, les mesures suivantes seront appliquées : lorsque le volume de l'ERP ne dépasse pas l'aplomb de la façade de l'immeuble d'habitation, le C+D entre l'ERP et l'immeuble d'habitation sera supérieur à 1m50 ; dans les autres cas, la toiture de l'ERP sera réalisée en éléments stables au feu et pare-flammes de degré 2 h au moins (ou RE 120) jusqu'à une distance de 8 m mesurée horizontalement à partir de la façade de l'immeuble d'habitation ;
- Les installations techniques et les moyens de secours de l'ERP seront totalement indépendants de ceux de l'immeuble d'habitation. L'ERP sera entièrement protégé par un système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur (ou une installation fixe d'extinction automatique appropriée aux risques).

Les locaux à risques particuliers d'incendie (réserves, certains locaux techniques, etc.) seront isolés des autres locaux et circulations de l'ERP concerné comme suit :

- Au droit des ERP appartenant au 1^{er} Groupe : selon les dispositions de l'article CO 28 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié et selon les dispositions particulières applicables au type M (isolement des locaux à risques moyens et des locaux à risques importants selon les cas).

L'établissement sera doté des dégagements requis pour l'évacuation des effectifs susceptibles d'y être accueillis (voir tableau en annexe récapitulant les dégagements prévus). Les règles minimales suivantes seront observées :

1. Plus de 100 personnes :

Par 2 dégagements jusqu'à 500 personnes, augmentés d'un dégagement par 500 personnes ou fraction de 500 personnes au-dessus des 500 premières. La largeur des dégagements sera calculée à raison de 1 UP pour 100 personnes ou fraction de 100 personnes ; au-dessous de 500 personnes, le nombre d'UP sera majoré d'une unité.

Le tableau suivant récapitule la justification des dégagements :

Niveau	Effectif du niveau	Effectif cumulé	Dégagements requis	Dégagements réalisés
R+1	361 + 10	371	2 ESC et 5 UP	3 ESC ET 6 UP
Entresol	10	381	2 ESC et 5 UP	3 ESC ET 6 UP
RDC	275 + 10	666	3 sorties ET 7 UP	Plus de 3 sorties ET Plus de 7 UP
R-1	0	0	1 ESC et 1 UP	1 ESC et 2 UP

L'évacuation ou la mise à l'abri des PSH sera assurée selon les modalités réglementaires (réalisation d'EAS ou mise en place de solutions équivalentes). Le Registre de Sécurité de l'établissement tracera les formations du personnel et les exercices réalisés pour permettre l'atteinte de cet objectif.

Aménagements intérieurs :

Ils respecteront les prescriptions minimales suivantes visant leur réaction au feu :

- Revêtements de sol des locaux et circulations horizontales : M4 (Dfl - s1) et solidement fixés ;
- Revêtement mural des locaux : M2 (C - s1) ;
- Isolants en contact direct avec l'air (isolants non protégés par un écran thermique stable au feu de degré ¼ heure ou ½ heure selon les cas) : M1 (B - s1) ;
- Plafonds, faux-plafonds et isolants dans faux-plafonds des locaux : M1 (B - s1) ;
- Agencement principal et aménagements mobiliers : M3 (D - s1).

Les éventuels doublages thermiques seront mis en œuvre selon les modalités du « Guide de l'isolation par l'intérieur des établissements recevant du public » édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

Désenfumage :

En application des dispositions réglementaires, les niveaux rez-de-chaussée et R+1 de l'ERP (mis en communication entre eux par des trémies) seront désenfumés mécaniquement.

Les réserves aveugles de plus de 100 m² de surface seront désenfumées. Les réserves non aveugles de plus de 300 m² seront désenfumées.

Le désenfumage sera réalisé selon les modalités de l'Instruction Technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP.

Installations électriques :

Les installations électriques projetées seront conformes aux normes françaises les concernant (NF C 15-100 notamment) ainsi qu'aux dispositions du Code du Travail et des arrêtés pris en application du Code du Travail.

Il ne sera pas fait usage de canalisations propageant la flamme ni de douilles voleuses ou de fiches multiples. Les installations électriques ne comporteront que des canalisations fixes.

Le T.G.B.T. de l'établissement sera placé en dehors des volumes des locaux à risques particuliers (réserves, etc.).

L'établissement appartenant au 1^{er} Groupe sera doté d'un éclairage de sécurité conforme aux dispositions des articles EC 7 à EC 12 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié ainsi qu'aux dispositions particulières applicables selon les cas.

La mise au repos des blocs autonomes (pendant les périodes de non exploitation de l'établissement concerné) sera rendue possible depuis un point central (télécommande des blocs depuis le T.G.B.T. de l'établissement).

L'établissement sera doté d'un dispositif de coupure d'urgence agissant sur l'ensemble de ses installations électriques. Il sera inaccessible au public, facile à atteindre en partant de la voie publique et convenablement signalé.

Moyens de secours, alarme et alerte :

Au droit du commerce appartenant au 1^{er} Groupe (type M), les moyens de secours seront les suivants :

- Par des extincteurs portatifs installés dans les conditions définies précédemment pour les ERP de la 5^{ème} catégorie ;
- Par des RIA DN 19/6 ou 25/8. Leur nombre et leurs emplacements doivent être déterminés de façon que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte par deux jets de lance ;
- Par une installation fixe d'extinction automatique à eau couvrant l'ensemble des locaux de l'établissement.

Il sera mis en œuvre un SSI de catégorie B au moins.

Le signal sonore d'alarme générale ne pourra pas être confondu avec d'autres signalisations utilisées dans l'établissement concerné. Il sera audible de tout point de l'établissement pendant le temps nécessaire à l'évacuation et sera perceptible par les personnes en situation d'handicap.

Le personnel de l'établissement concerné sera informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale.

Le système d'alarme sera maintenu en bon état de fonctionnement.

L'alerte sera donnée par téléphone urbain au droit de chaque établissement.

Des consignes précises, affichées bien en vue, indiqueront :

- Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers ;
- L'adresse du centre de secours de premier appel ;
- Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Le personnel sera instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre des moyens de secours.

Un plan schématique, sous forme d'une pancarte indestructible, sera apposé à l'entrée principale de l'établissement, pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Ce plan comportera l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.